

Peter Tschudi, président du comité d'initiative «OUI à la médecine de famille»

Hier aujourd'hui demain



Le temps file à toute allure, et nous ne devrions pas manquer les évolutions les plus récentes.

Hier



Vous souvenez-vous du 1^{er} avril 2006? Berne – la Place fédérale – 12 000 manifestants – une pétition de 300 000 signatures avec trois revendications essentielles pour sauvegarder la médecine de famille:

1. de meilleures conditions de travail;
2. un droit général à participer à toutes les prises de décision sur la politique de la santé;
3. des stages de formation de base et de formation postgraduée proches de la pratique et dans le cabinet du médecin de famille.

Cette manifestation exprimait à voix haute notre mécontentement et notre colère sur le plan émotionnel. Les politiciens nous ont entendus, aucun doute là-dessus. Ils nous ont apaisés par des flots de belles paroles, sans rien faire pour soutenir et encourager les médecins de famille, pédiatres compris.

Bien au contraire, les conditions de travail se sont nettement dégradées et il n'a plus été question de nous laisser participer aux prises de décision. Seule la troisième revendication a conduit à quelques améliorations qui sont résumées dans l'article en pages 110–114 de ce numéro, publié par les cinq instituts de médecine générale. Il témoigne d'une ténacité remarquable, mais il y a encore du chemin à parcourir jusqu'à un cursus de médecin de famille digne de ce nom.

Aujourd'hui

Nous avons appris que nous devons prendre en main nous mêmes l'avenir de la médecine générale, des médecins de famille et des pédiatres. Nous avons pris pied sur la scène politique et passé de la réaction à l'action. Au lieu de protester, nous prenons influence. Nos revendications dépassent le plan verbal pour devenir des requêtes solides. Notre initiative populaire force la Berne fédérale à passer aux actes. Le temps des réalisations concrètes est venu. Nous ne demandons pas seulement de sauver la médecine de famille: il faut que l'investissement en faveur des médecins et des pédiatres soit délibéré, clair et sans réserves.

En parallèle à nos efforts poli-



tiques, la manifestation du 31 mars 2011 va confirmer haut et fort notre volonté d'aller de l'avant. Cet événement sera marqué par le départ du magnifique bus des médecins de famille, notre porte-parole bien visible qui sillonnera le pays de ville en village et expliquera notre point de vue dans d'autres endroits que la scène politique que nous connaissons.

La médecine de famille doit occuper la position clé du système de santé, l'axe central autour duquel s'articule la coopération avec les différents professionnels de la santé: tel est le message que les médecins de famille et les pédiatres diffuseront dans tout le pays. Notre campagne de RP sous la devise «**Mon médecin de famille et moi – vaincre ensemble!**» va porter nos messages clés à la connaissance de la population et montrer la valeur et l'importance du médecin de famille et du pédiatre. Ainsi les médecins de famille et les pédiatres sortiront-ils gagnants de la votation populaire.

Demain



Notre troisième et dernière manifestation sera pour la fête, une fois que le peuple aura accepté l'initiative «OUI à la médecine de famille». Mais cette fois, nous ne devons certainement pas attendre 5 ans. Et bien des choses vont déjà changer dans l'intervalle, car nombreuses sont nos requêtes bien fondées qui peuvent être satisfaites par des lois et des ordonnances. Il n'est plus question de nous contenter de vaines promesses, et nous demandons au Conseil fédéral, au Parlement et aux autorités administratives de commencer *dès aujourd'hui* à prendre des mesures concrètes pour corriger les lois, les ordonnances, les conventions tarifaires, la Liste des spécialités et la Liste des analyses. Le temps est compté. Certaines mesures peuvent être réalisées rapidement, en quelques mois ou une année, pour autant qu'on le veuille vraiment, alors que pour d'autres – en particulier les modifications législatives – la mise en œuvre peut prendre plusieurs années. Notre initiative propose des solutions, et nous saurons nous faire entendre. Mais il faut maintenir la pression. En bref: l'initiative permet aux médecins de famille de coller au ballon. Comme elle nous assure le soutien de la population, elle représente un instrument de persuasion très efficace. Et nous savons que les autorités (l'OFSP) l'ont compris. L'arrêté fédéral portant sur un contreprojet direct à l'initiative montre la pression qu'elles subissent.

En clair: au cours de la longue histoire des médecins de famille suisses, jamais nous n'avons encore été aussi près d'un «saut quantique» sur le plan de la valorisation qualitative de notre profession. Et nous y arriverons par nos propres moyens.

Il n'y a plus de doute: NOUS sommes la clé du succès.